

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette mission d'évaluation s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Burkina Faso et le Grand-Duché du Luxembourg. Elle concerne l'évaluation conjointe de deux projets : le projet BKF/011 «Appui à la formation professionnelle élémentaire» et le projet BKF/014 «Projet d'autonomisation du dispositif d'alphabétisation dans la Région des Hauts-Bassins». Ils interviennent en partie dans la même zone géographique, la Région des Hauts-Bassins. En plus de procéder à l'évaluation intermédiaire individuelle des projets BKF/011 et BKF/014, les objectifs de cette évaluation conjointe étaient d'analyser les liens entre alphabétisation et formation professionnelle et de proposer des orientations et actions pour leur renforcement.

Ce rapport présente les résultats de la mission d'évaluation intermédiaire du projet BKF/014 et répond aux objectifs spécifiques stipulés par les TdR pour l'évaluation du BKF/014. Les objectifs étaient d'analyser, sur base des critères d'évaluation¹ et des thèmes transversaux² :

- (i) les résultats et les objectifs spécifiques atteints au moment de l'évaluation par rapport à ce qui était prévu dans le document de projet ;
- (ii) les résultats atteints par le projet en termes de renforcement des capacités ;
- (iii) la gestion et le suivi du projet.

L'évaluation a été conduite par une experte internationale et un expert national (Luisa Maria Aguilar Tiraboschi et Benoît Ouedraogo ; CECOFORMA) qui avaient réalisé l'évaluation finale interne du projet BKF/010 ; ce qui est favorable à une meilleure appréciation des changements et évolutions constatées. Elle s'est déroulée à Ouagadougou et dans les trois Provinces de la Région des Hauts Bassins (Houet, Kenedougou et Tuy) du 21 septembre au 12 octobre 2011. Durant cette période, les évaluateurs ont réalisé des entrevues semi-structurées avec divers acteurs directement et indirectement impliqués, notamment avec ceux qui intègrent les trois piliers clés du projet : les opérateurs, les Services Techniques Déconcentrés et les Communes ainsi que les structures de tutelle et des bénéficiaires de l'alphabétisation³. Les évaluateurs ont également organisé un nombre important de visites de terrain dans le but d'observer in situ les réalisations du projet et rencontré d'autres acteurs qui interviennent dans des domaines similaires.

Le projet BKF/014 s'inscrit dans la continuité des actions réalisées dans le cadre des deux projets précédents (les projets BKF/003 «*Alphabétisation et Formation pour le Développement rural intégré*» et BKF/010 «*Alphabétisation Formation pour le Développement durable*») et vise à pérenniser les acquis de l'accroissement de l'offre d'alphabétisation dans la Région. Cette nouvelle phase propose un changement de démarche et de paradigme orientés vers l'autonomisation du dispositif d'alphabétisation. Cette approche n'était pas suffisamment explicitée dans l'Objectif spécifique identifié par le Prodoc. Celui-ci présentait une vision restrictive de l'autonomisation du dispositif qui reposerait sur le renforcement du tissu associatif alors qu'il ne s'agit que d'un seul acteur parmi l'ensemble des acteurs concernés par le dispositif d'alphabétisation. Les évolutions institutionnelles récentes et la lecture faite par l'équipe du projet ont permis de rendre plus explicite ce relationnel et de recadrer la stratégie du projet.

L'objectif spécifique se décline en quatre résultats. Chacun concerne un des piliers du dispositif d'autonomisation : R1, les opérateurs ; R2, les Services Techniques Déconcentrés ; R3, les Communes et le R4, la capitalisation des bonnes pratiques issues de l'articulation des trois acteurs. Un axe important du projet repose sur le renforcement des capacités des acteurs. Ainsi, des Unions communales des Associations pour la Promotion de l'Alphabétisation (UCAPA) et des Unions provinciales des APA (UPAPA) mais aussi d'autres opérateurs émergents et organisations de la société civile intervenant dans la Région, ont vu leurs capacités organisationnelles, institutionnelles et de gestion renforcées. De plus, la grande majorité de ces acteurs sont maintenant capables d'assurer la conduite d'une campagne d'alphabétisation. Les structures centrales et les STD présentent un avancement dans leur prise de conscience et une implication très positive. Par ailleurs, ils ont renforcé leur capacité pour le suivi et le contrôle de qualité des campagnes d'alphabétisation. Quant aux Collectivités Territoriales (Communes), elles ont reçu l'appui nécessaire pour affirmer leurs

¹ Critères du CAD : pertinence, efficacité, efficience et durabilité.

² Lutte contre la pauvreté, gouvernance démocratique, genre et environnement.

³ Voir annexes techniques F n°1 pour les grilles d'entretien et l'annexe B pour le programme de la mission et liste des personnes rencontrées.

compétences dans la gestion de l'alphabétisation et pour jouer le rôle de maîtres d'ouvrage délégués. De plus, neuf Communes participent à l'élaboration de la Carte éducative de l'éducation non formelle. Cette réalisation permettra une meilleure maîtrise de la demande et une gestion de l'offre plus pertinente, axée sur une connaissance approfondie de la situation régionale du point de vue de l'ENF.

Néanmoins, malgré les acquis atteints, il reste des défis à relever pour garantir la pérennité et l'autonomie du dispositif. Ces enjeux se situent à différents niveaux : (i) la consolidation d'une dynamique d'appropriation et d'articulation inter-acteurs et (ii) la mobilisation et disponibilité des ressources affectées à l'alphabétisation. En outre, il est important de signaler que le niveau de renforcement atteint par les différents bénéficiaires est très divers.

En termes pratiques, la durée du projet est de 48 mois. Elle s'étend d'avril 2009 à mars 2013. Le budget total prévu pour ce projet est de 3.087.000 EUR dont 3.000.000 d'EUR de la contribution luxembourgeoise.

Le projet est très pertinent par rapport aux besoins des populations dans cette région rurale où le taux d'alphabétisation (33%) nécessite encore nettement d'être amélioré.

Enfin, sur base des entretiens, visites et observations, les évaluateurs ont établi une série de recommandations/conclusions de leur mission reflétant aussi les enjeux et défis à relever.

De manière générale, le projet BKF/014 a adopté une stratégie du « faire-faire » qui est devenue un facteur de démultiplication et de renforcement des capacités des acteurs locaux.

En outre, par le biais de conventions, le projet est parvenu à institutionnaliser un cadre de collaboration et de partenariat entre les acteurs-clés intervenant dans le secteur de l'alphabétisation dans la Région. Parmi ces derniers, on trouve : (i) différents opérateurs du tissu associatif (UPAPA et UCAPA), des opérateurs émergents et des organisations de la société civile ; (ii) les services techniques déconcentrés de l'État et (iii) les Collectivités territoriales. La création de cette synergie est une valeur ajoutée du projet même si certains aspects doivent encore être consolidés aussi bien au niveau de l'appropriation des capacités renforcées que de la dynamique d'articulation multi-acteurs.

Globalement, les recommandations visent, comme fin, l'autonomisation et l'opérationnalité durable du dispositif d'alphabétisation tout en cherchant à promouvoir l'articulation des acteurs intervenant dans l'alphabétisation et l'instauration d'une interrelation dynamique entre AF et FP.

Plus précisément, les recommandations sont structurées en trois parties.

1. la mission propose des recommandations à court terme qu'il importe de travailler avant la fin du projet BKF/014 :
 - (a) il est urgent de consolider le renforcement des capacités des acteurs surtout au niveau de l'appropriation et la mise en application des apprentissages réalisés lors des formations. Dans ce sens, l'organisation de l'accompagnement de proximité doit être priorisée comme modalité de renforcement des capacités. C'est une demande importante formulée par les bénéficiaires. A cette fin, la mission recommande de réaliser un plan d'action pertinent et réaliste pour prioriser et organiser les actions ciblées par rapport aux besoins spécifiques identifiés pour chaque typologie d'acteurs ;
 - (b) la mission estime que l'appui à la participation des femmes dans le cycle complet de la formation s'avère crucial si on tient compte du rôle fondamental qu'exercent les femmes surtout en milieu rural. Le temps ne sera pas suffisant pour permettre une amélioration sur tous les plans car les obstacles identifiés comme étant à l'origine de cette situation nécessitent des changements de fond qui ne sont pas évidents à traiter sur le court terme ;
 - (c) il importerait également de recadrer la gestion et le suivi du projet. Premièrement, pour pallier à la diminution de disponibilité du Chargé de Projet, la mission recommande de responsabiliser davantage l'assistant technique national (ATN) basé à Bobo-Dioulasso et lui donner la fonction de Conseiller Technique du Projet (CTP). Deuxièmement, une priorité doit être accordée au recadrage d'un suivi stratégique et opérationnel focalisé sur l'identification des facteurs de durabilité et d'appropriation existants. Ils devront contribuer à mieux planifier les interventions nécessaires pour assurer la pérennisation du Dispositif d'Autonomisation. En outre, ce dispositif

opérationnel de suivi devra permettre d'améliorer le suivi de l'avancement des résultats et de l'Objectif spécifique du projet ;

2. quant aux recommandations à moyen terme, les évaluateurs proposent ;
 - (a) appuyer le Cadre de Concertation des acteurs en AENF⁴ pour qu'il soit capable d'assurer la continuité et l'autonomie du Dispositif d'alphabétisation notamment au niveau technique et institutionnel. Dans ce sens, la mission propose de travailler à partir d'un Pan d'action qui permettrait de définir avec cohérence les étapes nécessaires à implémenter. Les deux ateliers planifiés par le BKF/014 avant la fin du projet devraient être orientés dans cette direction ;
 - (b) poursuivre la réflexion entamée par les parties prenantes de l'alphabétisation sur l'articulation avec la formation professionnelle. Pour ce faire, le projet devrait prévoir de capitaliser les expériences et bonnes pratiques accumulées durant ces années dans le cadre de l'intervention de BKF/014. Sur ce point, un lien avec le projet BKF/018⁵ semble nécessaire. Même si le projet BKF/014 ne concerne qu'une Région, il y a un nombre significatif d'expériences et de leçons tirées à prendre en considération ;
 - (c) pour pallier aux effets négatifs liés à la fin du projet et trouver une alternative de transition, deux éléments sont particulièrement essentiels à prendre en compte en ce qui concerne la mobilisation des ressources financières. (i) Renforcer l'appui financier au FONAENF et l'inciter à se décentraliser tout en posant comme condition, l'établissement d'une clé de répartition par Région. En outre, la mission recommande d'étudier avec le FONAENF la révision des critères d'admission des requêtes de financement pour les adapter aux opérateurs émergents tout en garantissant la qualité et l'efficacité du processus éducatif des formations. (ii) Apporter un appui unique et exceptionnel de transition au Fonds Régional mis en place par le BKF/014, articulé avec le Conseil régional. Cet appui pourrait être envisagé avec un triple objectif :
 - (a) permettre la capitalisation des leçons tirées durant l'engagement de la Coopération luxembourgeoise vis-à-vis de l'alphabétisation ;
 - (b) contribuer à une meilleure organisation de la mobilisation des ressources financières destinées à l'alphabétisation, au niveau national (décentralisation du FONAENF, adéquation des critères et procédures de sélection...) ;
 - (c) amorcer une phase initiale dans la mise en œuvre de l'approche-programme et l'appui sectoriel à l'ENF ;
3. enfin, la mission adresse certaines recommandations à l'attention du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation en vue essentiellement de favoriser l'harmonisation des pratiques, de garantir la qualité des actions menées mais également de mutualiser les idées, expériences et forces existantes et travailler en synergie.

En résumé, la mission est bien consciente qu'il n'est pas pertinent d'envisager une prolongation du projet ou une nouvelle phase montée sur une approche projet. Les recommandations s'orientent plutôt vers une capitalisation des facteurs et expériences susceptibles de renforcer une approche stratégique sectorielle et contribuer à l'alignement et l'harmonisation avec les options politiques prioritaires du contexte institutionnel actuel du Burkina Faso.

⁴ Ce cadre de concertation est présidé par la DREBA et regroupe les opérateurs et les STD en charge de l'AENF, au niveau de la Région des Hauts-Bassins. Ce cadre interagit également avec le Cadre de concertation régional de développement qui regroupe tous les acteurs du développement de la Région et est présidé par le Gouverneur.

⁵ Jusqu'au moment de l'évaluation, aucun contact n'avait été établi avec les acteurs du BKF/014 pour la phase de formulation du BKF/018.